

Les « indignés » remportent Barcelone, la droite dégringole

PAR LUDOVIC LAMANT
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 25 MAI 2015

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Les candidatures citoyennes, héritières de l'esprit « indigné », sont les grandes gagnantes des municipales de dimanche, avec, en particulier, une victoire nette à Barcelone d'Ada Colau. La mairie de Madrid pourrait aussi basculer, à l'issue de négociations avec les socialistes. Ces succès vont relancer la dynamique Podemos d'ici aux législatives de la fin d'année.

Barcelone va devenir, avec une poignée d'autres villes, le laboratoire d'une autre manière de faire de la politique en Espagne. Quatre ans après le surgissement des « indignés » sur les places du pays en mai 2011, la candidature citoyenne emmenée par l'activiste Ada Colau, mêlant acteurs des mouvements sociaux et membres de syndicats et de partis politiques de gauche, est arrivée en tête des municipales dimanche à Barcelone, avec plus de 25 % des voix.

« *Je veux devenir maire, pour qu'il n'y ait plus de citoyens de première et de seconde zone* », a déclaré Colau dans la soirée, devant des centaines de personnes scandant « *Si, se puede* » (« *C'est possible* »), l'un des slogans du mouvement du 15-M (en référence au 15 mai 2011, date de l'occupation des places). « *C'est une victoire collective* », a rappelé celle qui vient de « sortir » le maire de Barcelone, Xavier Trias (CiU, nationalistes catalans de droite), qui obtient 22,7 %.



La une du « Periodico de Catalunya » dimanche soir.

Le succès de Barcelona en Comu, qui s'explique en partie par une forte mobilisation des **quartiers populaires** de la ville (**progression de 6 % de la participation par rapport à 2011**), n'est pas isolé.

Dans la capitale, la candidature de Ahora Madrid, une autre de ces plateformes citoyennes, emmenée par la juge Manuela Carmena, longtemps donnée en tête pendant la soirée, décroche la deuxième place (31,9 %). Mais celle qui arrive première, l'ultra-droitière Esperanza Aguirre (34 %), au cœur de plusieurs scandales de corruption, est isolée et devrait avoir du mal à former une majorité absolue sur son nom.

Si bien que Carmena, 71 ans, reste la mieux positionnée pour s'emparer de la mairie de Madrid, dans le sillage de Colau à Barcelone. Elle devrait aller chercher le soutien des socialistes du PSOE, arrivé troisième, ce qui lui suffirait pour devenir maire et barrer la route d'« Espe ». « *Nous devons continuer à convaincre tous ces gens qui n'ont pas voté pour le changement, parce que le changement est nécessaire à Madrid* », a réagi Manuela Carmena dans la soirée.

[[lire_aussi]]

Ailleurs dans le pays, d'autres plateformes citoyennes, en chantier depuis le début d'année, ont aussi réalisé **de très bons scores**. Par exemple à Saragosse, la capitale de l'Aragon (deuxième position de *Zaragoza en Comun*, à un cheveu du PP, et avec des chances de gouverner), à la Corogne (légère avance de la « *marée Atlantique* », devant le PP) ou encore à Santiago, en Galice (courte victoire devant le PP). « *Il y a un nouvel acteur sur l'échiquier, qui s'appelle le peuple* », s'est félicité Iñigo Errejón, numéro deux de Podemos, lors d'un acte à Madrid dans la soirée. « *Les grandes villes ont démontré qu'elles étaient le moteur du changement. Félicitations, Barcelone, Madrid et toutes les autres* », s'est enthousiasmé, de son côté, Pablo Iglesias.

Podemos avait choisi de faire l'impasse sur les municipales. Mais la formation d'Iglesias a soutenu les campagnes de Colau et Carmena (avec des candidats Podemos présents sur les listes), et des actes communs ont été organisés en mai. À l'inverse, Podemos a choisi de se présenter sous sa propre « marque » pour les 13 scrutins régionaux, qui se tenaient également dimanche.

La nouvelle maire de Barcelone, Ada Colau, est une activiste de 41 ans, dont l'engagement remonte aux mouvements anti-G8 à partir de la fin des années 90, puis aux luttes pour le droit au logement dans les années 2000. Elle s'est fait connaître du grand public après avoir cofondé la PAH, la plateforme anti-expulsion, dès 2009 en Catalogne, peu après l'éclatement de la bulle immobilière. Ce réseau militant, fort de son expertise juridique, a permis de bloquer des centaines d'expulsions sur tout le territoire.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

« De cette crise, personne ne sortira comme avant. Ce qui nous attend, c'est, au choix, un horizon féodal, avec une augmentation brutale des inégalités, une concentration sans précédent des richesses, de nouvelles formes de précarité pour la majorité des citoyens, expliquait Ada Colau **dans un entretien à Mediapart** en 2014. Ou alors, une révolution démocratique, où des milliers de personnes s'engagent, pour changer la fin du film. Cette opportunité, certains, comme Podemos, l'ont saisie à l'échelle nationale. Nous, il nous a semblé que Barcelone était le cadre idéal pour lancer cette démocratisation. »

Tout au long de sa campagne, Colau a su se tenir à distance des débats passionnés sur l'indépendance de la Catalogne (les élections régionales en Catalogne n'auront lieu qu'en septembre). On trouve, dans la plateforme de Barcelona en Comu, des défenseurs acharnés de l'indépendance comme le Procés Constituent, et des figures moins « nationalistes » (à commencer par Colau elle-même). À la gauche du parti socialiste, seule la gauche indépendantiste plus radicale, la CUP, avait refusé de participer à cette plateforme citoyenne, qui englobe les écologistes d'ICV,

Podemos, et nombre d'associations et de mouvements catalans (**lire notre reportage avec Ada Colau en octobre 2014**).



Affiche de campagne pour Ahora Madrid.

Si la victoire de Colau face à Xavier Trias n'est pas une véritable surprise pour les observateurs (Colau était partie en campagne très tôt, en juin 2014, et sa campagne « prenait » depuis longtemps), le très bon résultat de Manuela Carmena, à Madrid, paraissait il y a encore un mois totalement hors de portée. Cette juge de 71 ans, connue pour ses combats pour les droits de l'homme, de la fin du franquisme jusqu'à la crise d'aujourd'hui, n'avait pas prévu de se lancer en politique, après avoir pris sa retraite. Mais elle s'est prêtée au jeu, inventant une forme de campagne inédite, faites de conversations à travers lesquelles elle a cassé un à un les codes de la « vieille politique » (**lire notre reportage avec Manuela Carmena en mai 2015**). Son score est d'autant plus remarquable qu'elle était aussi confrontée à une candidature d'une partie des écologistes d'IU (4,1 %), désireux de conserver quelques sièges pour les barons locaux.

Au-delà de ces succès « indignés », quelles leçons tirer de ces scrutins ? Le Parti populaire (le PP de Mariano Rajoy, chef du gouvernement) perd beaucoup de terrain (en recul de dix points par rapport aux municipales de 2011), sans s'effondrer tout à fait (il reste le premier parti, avec 27 % des voix). Il essuie de sévères revers dans des territoires clés, notamment Valence, où il devrait perdre la mairie, et aura du mal à conserver la communauté autonome. Il pourrait aussi perdre l'Aragon, si le PSOE, Podemos et Ciudadanos s'entendent. Tout comme la mairie de Madrid. Il se maintient plutôt en Castille-La Manche, la région de

sa secrétaire générale, Maria Dolores de Cospedal, mais le jeu des pactes pourrait, là encore, l'écartier du pouvoir.

Debacle del PP de Rajoy

Yolanda González
Amarga noche para el partido de Gobierno. El PP pierde más de 10 puntos respecto a 2011 y la mayoría absoluta en las principales ciudades de España.



Esperanza Aguirre atiende a los medios tras votar este domingo. EFE

La « Une » de notre partenaire InfoLibre, sur la « débâcle » du PP.

Le PSOE de Pedro Sanchez, lui, limite la casse face au surgissement des nouveaux partis, Podemos mais aussi Ciudadanos. Il obtient 25 % du total des votes aux

municipales, contre 28 % environ lors du scrutin de 2011. Malgré ses échecs cinglants aux municipales à Madrid ou Barcelone, il reste devant Podemos dans les 13 communautés autonomes – un bon point qui devrait conforter l'autorité de Sanchez, un temps contestée, au sein du PSOE.

Quant à Ciudadanos, le parti centriste d'Albert Rivera, il confirme son ancrage dans le paysage (6,4 % des voix pour les municipales, avec de bons scores à Madrid ou Barcelone, par exemple). Mais il jouera un rôle moins décisif que prévu dans la formation des exécutifs régionaux parce que, dans bien des cas, le PP a chuté plus qu'attendu, et qu'une alliance PP-Ciudadanos ne suffira pas à trouver une majorité.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.